

## EDITORIAL

**La production de drogue dans le tiers-monde, un aspect de la problématique Nord/Sud.**

F. Douxchamps

Depuis plusieurs années, et tout particulièrement depuis la déclaration de guerre du Gouvernement colombien aux trafiquants en août 1989, la drogue fait la une de l'actualité et alimente nos médias en images-chocs: assassinats, terrorisme, répression, fortunes colossales, mafia et corruption dans le Sud, délinquance, violence et toxicomanie dans le Nord.

Toutefois, la vision simpliste du phénomène qui nous présente souvent les producteurs du Sud comme les coupables et les consommateurs du Nord comme les victimes, masque une réalité bien plus complexe sur laquelle il est fondamental et urgent de s'interroger.

Il apparaît en effet que l'immense majorité des producteurs de plantes illicites dans les pays du Tiers-Monde sont des petits paysans qui n'ont bien souvent pas d'autres solutions pour assurer leur survie. Ils ne choisissent pas ces productions par esprit de lucre et ne retirent de cette activité qu'une infinitésimale partie des centaines de milliards de dollars générés par le commerce de la drogue. De plus, ils entreprennent souvent cette activité dans des conditions pénibles et parfois même au péril de leur vie: maladies tropicales pour les paysans descendus de l'Altiplano andin, menaces et violences des trafiquants et des forces répressives, développement de la consommation locale des drogues, etc...

Dès lors, quelles explications peut-on donner à ce phénomène ?

Au niveau local, le fait que la production se concentre souvent dans des régions enclavées, manquant cruellement d'infrastructures de stockage, de transport et de commercialisation des produits agricoles, est une première explication. En effet, des produits comme l'opium, le chanvre, le haschich ou la pâte base de cocaïne se conservent facilement et leur volume est très réduit par rapport à leur valeur: ils se stockent et se transportent aisément. Par exemple, pour les tribus Hmongs vivant aux confins montagneux de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, l'opium est la seule production qui puisse être évacuée d'une zone extrêmement accidentée, par des chemins ou des ponts de lianes où même les animaux ne peuvent passer. De plus, la drogue offre pour le paysan l'avantage d'un écoulement assuré de sa production, sinon d'une certaine stabilité des prix.

Au niveau régional, une autre explication est fournie par la présence de conflits armés. Il apparaît clairement que la plupart des zones de productions de plantes illicites sont aussi des zones où se déroulent des guerres régionales ou des actions de guérilla. Le lien est évident entre la production de drogue et le financement d'armement. Par exemple dans le Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran) où les plantations de pavot ont augmenté vertigineusement après l'invasion soviétique en Afghanistan, la résistance finançant en partie ses achats d'armes par la production d'opium; au Liban où le même phénomène se produit avec l'ensemble des milices; dans le Triangle d'or (Birmanie, Laos, Thaïlande) où l'opium finance les guérillas birmanes; ou encore au Pérou et en Colombie où des liens existent entre les trafiquants et le Sentier Lumineux ou les guérillas colombiennes.

Mais les raisons les plus fondamentales sont à situer au niveau international et macro-économique: c'est le déséquilibre des relations Nord-Sud qui est en grande partie responsable de la croissance phénoménale des cultures illicites.

Pour illustrer cet aspect de la problématique, nous choisirons le cas de la Bolivie. Dans ce pays (1), le plus pauvre du continent latino-américain, les populations indiennes des Andes endurent depuis

(1) Rappelons que la plante de coca y est cultivée et ses feuilles consommées de manière traditionnelle depuis des millénaires

toujours des conditions de pauvreté et de misère endémique. Mais cette situation, due notamment à une croissance démographique incontrôlée, s'est encore aggravée depuis une dizaine d'années par l'impact de la crise mondiale, l'hyperinflation, le poids de la dette extérieure et la chute des prix des matières premières sur les marchés mondiaux. Cette dernière a par exemple entraîné la fermeture en 1985 des grandes mines d'étain boliviennes, ce qui a eu pour conséquence la mise au chômage de plus de 20.000 mineurs et un exode de milliers de familles vers le Chapare, zone tropicale de l'amazone bolivienne favorable à la culture de la coca, et où se concentre l'essentiel de la production non traditionnelle, destinée au trafic. La population de cette zone a d'ailleurs presque décuplé en 20 ans. Il est intéressant à cet égard de comparer la variation de la production de feuilles de coca entre 1980 et 1987 (de 27.000 tonnes à 160.000 tonnes) avec celle de la production d'étain pendant la même période (de 27.000 tonnes à 5.000 tonnes). La culture de la drogue devient ainsi la bouée de sauvetage inespérée pour une main-d'œuvre exclue des circuits économiques officiels par les politiques d'ajustement structurel, le tarissement du crédit et la chute des cours des productions locales (étain, café, coton, etc...). On estime qu'aujourd'hui plus de 100.000 familles vivent directement, en tant que producteurs, de la feuille de coca. Ces producteurs sont généralement regroupés en syndicats et fédérations paysannes dont on comprend maintenant mieux le mot d'ordre, soutenu par les évêques locaux : "plutôt la coca que la mort".

Le problème du cours des matières premières met en évidence l'incohérence des politiques suivies par les pays occidentaux. On peut trouver une illustration caricaturale de cette incohérence dans le cas du café en Colombie : alors qu'ils accordaient 65 millions de dollars à la Colombie en septembre 89 pour la lutte contre les barons de la drogue, les USA n'ont pas jugé utile de renouveler l'accord international sur le café qui assurait jusqu'en juillet 89 une certaine stabilité des cours mondiaux. Pendant le seul mois de juillet, les producteurs colombiens auraient perdu 750 millions de dollars; si la tendance se maintient, ils pourraient perdre en un an jusqu'à 4 milliards de dollars.

La Colombie aura donc bien besoin des 4 milliards environ de narcodollars générés par le trafic, dont on estime que la moitié est réinvestie dans l'économie formelle ou informelle du pays. Ce fait permet de mieux comprendre pourquoi, malgré la façade de répression et l'élimination de quelques têtes trop voyantes, il est inévitable qu'existent des accords implicites entre le gouvernement et la mafia de la drogue. En fonction de la conjoncture d'endettement et de crise généralisée qu'affrontent beaucoup de pays du tiers-monde, et particulièrement en Amérique latine, comment ne pas comprendre que des pays comme le Pérou ou la Bolivie ferment les yeux sur l'origine douteuse de certains dépôts bancaires en devises, ou même qu'ils tablent sur l'existence de l'argent du trafic pour la réussite de plans de stabilisation de l'économie. Toutefois, ils ont sûrement déjà compris que l'argent de la drogue rend impossible l'assainissement et l'organisation de l'économie, car il pourrait inévitablement le système politique qui devient rapidement l'otage direct ou indirect de la puissance financière et du poids social des trafiquants.

Il ne faut d'autre part pas oublier que le trafic de drogue a aussi des effets indéniables sur les économies du Nord: c'est dans les pays du Nord qu'une grande partie de l'argent de la drogue est blanchi et recyclé; ce sont les pays du Nord et principalement les USA qui sont les producteurs et exportateurs des "précurseurs", c'est-à-dire les produits chimiques nécessaires à l'élaboration des drogues comme la cocaïne et l'héroïne; situés au bout de la chaîne, c'est dans les pays du Nord que la valeur ajoutée et donc les bénéfices de la drogue sont les plus élevés; c'est aussi bien sûr dans les pays du Nord que se situent l'essentiel de la demande et l'immense majorité des consommateurs...

Il apparaît donc évident que la résolution du problème de la drogue nécessite pour plusieurs de ses aspects une volonté politique cohérente de la part des pays du Nord. Aux deux extrémités de la chaîne (toxicomanes dans le Nord et producteurs paysans dans le Sud), les politiques répressives ont hélas clairement montré leurs limites. Dans le Nord, il convient bien sûr de tenter d'agir sur la demande, et de prendre également des mesures radicales concernant l'argent de la drogue. Dans le Sud, des mesures globales et intégrées d'aide au développement paraissent indispensables :

- aider les pays producteurs à mettre en œuvre des alternatives considérant tous les aspects du développement des zones et des populations productrices, ces dernières devant bien sûr être associées à leur conception et mise en œuvre.

- chercher et appliquer sans plus tarder des solutions raisonnables au problème de la dette extérieure, sans que leur coût social ne soit comme aujourd'hui exorbitant.
- favoriser la résolution des conflits régionaux.
- remettre en cause l'inégalité des termes de l'échange entre le Nord et le Sud, en favorisant une stabilisation des cours mondiaux des matières premières locales et une meilleure rétribution de celles-ci aux pays producteurs.
- contrôler et/ou contourner les chaînes d'intermédiaires commerciaux des matières premières locales pour permettre au paysan un meilleur taux de retour de leur production (qui est actuellement de 10 à 20 % du prix international), de manière à concurrencer concrètement la rentabilité des plantes illicites qui ne pourront jamais être matériellement éradiquées.

Il était important de dire, comme l'a fait François Mitterand à Bogota le 12 octobre 1989, que "la racine du mal (...) c'est la misère. On ne peut même pas accuser les pauvres gens qui sont les producteurs de base de la coca... Il ne suffit pas de répondre (...) aux menaces des trafiquants de drogue. Il faut que tous les pays responsables dans le monde se préoccupent de la façon de réduire la pression du malheur, de la misère".

Si cet appel, qui devrait aussi être celui de la Communauté Européenne, n'était pas entendu, ne verrons nous pas demain pousser de la coca et du pavot en Afrique par exemple, continent jusqu'à présent relativement préservé... ?

Francis Douxchamps  
Ingénieur Industriel en Agronomie  
des Régions Tropicales,  
Secrétaire Général du COTA  
(Collectif d'Echanges  
pour la Technologie Appropriée).